



Commission de Régulation de l'Energie
Consultations Publiques
15, rue Pasquier
75379 Paris Cedex 08

Interlocuteur : Nicolas Kervian

Objet : Consultation publique de la CRE relative à la mise en œuvre de l'annexe I au Règlement (CE) 715/2009 sur les procédures de gestion de la congestion (CMP)

Paris, le 23 avril 2013

Madame, Monsieur,

Veillez trouver la contribution de Gas Natural Europe en réponse à la consultation publique citée en objet.

Nous restons à votre disposition pour clarifier ou développer nos commentaires sur ce sujet. Nous ne tenons pas à ce que le contenu de cette contribution reste confidentiel.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Manuel CABANILLAS
Responsable Logistique et Optimisation
Gas Natural Europe

Question 1 :

Etes-vous favorable à la mise en œuvre du mécanisme de restitution aux points d'interconnexion avec les pays tiers ?

Gas Natural Europe est favorable à la mise en place du mécanisme de restitution sur les points de Dunkerque, Oltingue et Jura car ce sont les seuls points d'interconnexion du réseau français présentant une congestion contractuelle. Le mécanisme de restitution a donc ici toute son utilité. De plus, ne nécessitant aucune concertation avec les opérateurs et régulateurs adjacents, il n'y a pas de contraintes à priori à son implémentation rapide.

Question 2 :

Etes-vous favorable à la règle de priorité pour la réallocation des produits restitués ?

Avant de répondre à la question posée, nous avons plusieurs remarques à formuler sur certaines règles précisées dans le document de consultation.

En préambule, nous tenons à rappeler que Gas Natural Europe accueille favorablement le mécanisme de « surrender » de capacité pour pallier à des situations de congestion contractuelle lorsqu'elles existent. Cependant, certaines règles choisies pour le mettre en place nous paraissent contre productives.

La restitution des capacités doit venir en complément du marché secondaire. Or il nous semble que les règles proposées par GRTGaz et TIGF pour le mécanisme vont être si contraignantes que ce service ne sera pas utilisé par les expéditeurs pour les raisons décrites ci-dessous.

Tout d'abord, il est indiqué qu'un expéditeur souhaitant restituer des capacités ne pourra plus les proposer au marché secondaire. Cela signifie qu'un expéditeur qui restituerait des capacités trimestrielles ou annuelles ne pourrait pas les proposer sur le marché secondaire avant la fin de la période de commercialisation des capacités mensuelles. Les GRTs vont donc progressivement dégrader les produits restitués jusqu'au pas de temps mensuel. Nous pensons qu'il serait préférable de permettre aux expéditeurs de pouvoir récupérer leur capacité à la suite des fenêtres de vente trimestrielle ou annuelle si celles-ci ne sont pas vendues. Sans cela, les expéditeurs cédants vont perdre toute opportunité de vente sur le marché secondaire avant la fin de la vente (OSP, FCFS ou enchère) des capacités mensuelles.

Par ailleurs, dans ce cadre de restitution (perte totale de la possibilité de retourner sur le marché secondaire pour des échéances plus courtes), Gas Natural Europe ne soutient pas la règle de priorité des restitutions de capacités. Cela favoriserait effectivement la restitution le plus en amont possible mais réduirait les capacités accessibles via le marché secondaire (cf. les règles décrites plus haut). De ce fait, ce mécanisme serait à notre avis délaissé au profit du seul marché secondaire. Un prorata simple nous paraît donc préférable dans ce cadre.

Cette règle ne serait acceptable en l'état que si les détenteurs primaires pouvaient retrouver la possibilité de vendre lesdites capacités sur le marché secondaire après des fenêtres de ventes infructueuses par les GRT.

Le texte officiel du code de réseau CMP laissant au régulateur national le soin de définir les règles opérationnelles de la restitution de capacité, Gas Natural Europe estime que la CRE est donc en mesure d'amender les principes proposées par les GRTs pour améliorer l'attractivité du processus.

Enfin, Gas Natural Europe accueille favorablement la proposition de GRTGaz de débiter par un traitement opérationnel simplifié des restitutions (emails pré-formatés). Cela permet d'éviter de se lancer dans un développement SI long et coûteux sans avoir eu un retour d'expérience permettant de justifier son déploiement.

Question 3 :

Etes-vous favorable à ce que le mécanisme de restitution fasse partie du service de transport de base de GRTgaz et TIGF (donc sans facturation) ?

Nous estimons que si ce service est payant son attractivité va, de nouveau, s'en trouver amoindrie. Les expéditeurs continueront de privilégier le marché secondaire qui est aujourd'hui plus flexible et gratuit.

Il nous paraît donc évident que ce mécanisme fasse partie du service de transport de base des GRTs comme le propose la CRE tout en assurant qu'aucun risque financier ne soit encourus par GRT Gaz et TIGF.

Question 4 :

Etes-vous favorable à la facturation à l'expéditeur restituant la capacité du différentiel de prix, si positif, entre le prix initial et le prix de revente de la capacité ?

Comme indiqué dans la réponse ci-dessus, Gas Natural Europe ne souhaite pas que le service soit payant à priori mais comprend tout à fait que les GRTs refacturent le différentiel de prix au primo-détenteur de la capacité si la revente se fait à un prix inférieur au prix initial. Il semble en effet logique que l'expéditeur cédant la capacité ne puisse pas récupérer un montant supérieur au prix de revente réel subi par les GRTs.

Question 5 :

Etes-vous favorable avec l'orientation de la CRE quant au traitement des sur-revenus potentiels générés par le mécanisme de restitution ?

Gas Natural Europe est fermement opposé au fait que les GRTs puissent conserver intégralement le sur-revenu potentiellement généré par une revente à un prix supérieur au prix initial.

Par ailleurs, la proposition de la CRE de reverser le sur-revenu à l'ensemble du marché ne nous paraît pas suffisante. Nous ne comprenons pas pourquoi l'expéditeur cédant devrait supporter le risque de sous-revenu sans bénéficier de l'opportunité d'une revente à un prix supérieur au prix initial. De plus, quel intérêt pourrait être tiré du mécanisme de restitution si toute opportunité de gain était neutralisée ?

Si l'on souhaite que le mécanisme de restitution soit complémentaire du marché secondaire, il faut que le sur-revenu puisse être récupéré intégralement par l'expéditeur cédant.

Question 6 :

Etes-vous d'accord avec l'orientation de la CRE de ne pas appliquer le mécanisme de surréservation et de rachat aux points d'interconnexion avec les pays tiers ?

Compte tenu du délai restreint, Gas Natural Europe comprend qu'il soit difficile de mettre en place la surréservation sur les points d'interconnexion avec les pays tiers qui n'ont pas d'obligation à ce sujet.

Question 7 :

Etes-vous favorable à une mise en œuvre du mécanisme de surréservation et de rachat dès le 1^{er} octobre 2013 avec un mécanisme de rachat simplifié ?

Question 8 :

Etes-vous d'accord avec un prix de rachat fondé sur le différentiel de prix entre les places de marché ?

Nous souhaitons répondre conjointement aux questions 7 & 8 car elles ne peuvent, à notre avis, être traitées séparément. La constitution du prix de rachat aura nécessairement un impact fondamental sur le design du mécanisme.

Gas Natural Europe estime que la proposition de la CRE de prendre en compte le différentiel de prix entre les hubs de part de d'autre du point d'interconnexion est un préalable à toute mise en œuvre d'un tel système. La solution proposée par GRTgaz (1/365^{ème} du prix régule) n'aurait pas de sens.

Par ailleurs, les références de prix devront être clairement définies (End Of Day ou Daily Average Price ou autre). Il faudra également surveiller qu'aucune manipulation de ces indices ne puisse avoir lieu pour influencer sur le prix de rachat.

En ce qui concerne le mécanisme, nous concevons aisément que le mécanisme de rachat simplifié soit une manière rapide et à moindre coût de mettre en place le processus de surréservation et de rachat. Cependant, nous estimons que le rachat basé sur un prorata simple doit rester le mécanisme de dernier recours et non pas la règle unique. En effet, s'il n'existe que cette option de rachat pour le GRT, cela signifie que les capacités fermes réservées par des expéditeurs

ne le seront plus à 100 % au moment où ils en auront le plus besoin c'est-à-dire lorsqu'une congestion physique apparaîtra temporairement.

Gas Natural Europe propose donc que le rachat se fasse dans un premier temps sur la base du volontariat des expéditeurs (les expéditeurs souhaitant revendre la capacité au GRT au prix prédéfini le feraient savoir) pour ensuite se faire via le prorata évoqué ci-dessus si la première étape n'est pas suffisante. Cela permettrait d'améliorer le processus en permettant aux expéditeurs, ayant d'autres sources de flexibilités/approvisionnements plus rentables que le prix de rachat prédéfini, de revendre leur capacité sans pénaliser les expéditeurs ayant absolument besoin de leurs capacités dites fermes.

D'un point de vue opérationnel, il n'est indiqué nulle part dans le code de réseau CMP à quel moment de la journée gazière le GRT lance le processus de rachat. Il ne paraît pas concevable qu'un rachat obligatoire basé sur un prorata puisse avoir lieu lorsque les marchés sont fermés. Les expéditeurs privés de capacité doivent pouvoir trouver de solutions de repli.

De plus, il faudra que les indices de prix choisis pour définir le prix de rachat correspondent au délai de prévenance du rachat (prix Day Ahead si le rachat est lancé la veille de la journée gazière ou Within Day si le rachat est lancé en cours de journée).

Gas Natural Europe aimerait donc que ces points soient abordés et discutés avec tous les acteurs dans le cadre de la Concertation Gaz.

Question 9 :

Etes-vous favorable à un partage 50-50 entre les GRT et les expéditeurs des recettes et coûts liés au mécanisme de surréservation et de rachat?

Gas Natural Europe est favorable à cette proposition de règle de partage.

Question 10 :

Etes-vous d'accord avec l'orientation de la CRE concernant l'initiation du rachat par les GRT sur un point d'interconnexion en fonction de l'alignement des capacités fermes commercialisables de part et d'autre du point d'interconnexion ?

Gas Natural Europe est favorable à cette proposition.

Question 11 :

Avez-vous des remarques quant à la mise en œuvre du mécanisme UIOLI long terme ?

Gas Natural Europe n'a pas de remarque à formuler sur le UIOLI long terme.

Question 12 :

Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas mettre en œuvre de manière anticipée le mécanisme UIOLI de capacités fermes à un jour au point d'interconnexion Obergailbach ?

Gas Natural Europe partage l'analyse de la CRE sur ce point. Les avantages du UIOLI de capacités fermes à un jour ne nous paraissent pas évidents et nous ne souhaitons pas qu'il soit mis en place à Obergailbach tant que cela ne devient pas obligatoire.